

Les groupements de travailleurs et d'industriels coopèrent également au règlement des questions liées à l'environnement en milieu de travail. Par exemple, les Travailleurs et travailleuses canadiens de l'automobile et Chrysler Canada ont formé un comité national mixte de l'environnement chargé de préparer des programmes éducatifs sur l'environnement à l'intention des communautés et ainsi de s'assurer une vaste participation aux échelons local et national.

Les organisations de travailleurs visent aussi les écoles pour promouvoir le développement durable. Au Québec, la Fondation en éducation relative à l'environnement et le Comité interministériel de l'éducation relative à l'environnement ont conjugué leurs forces à celles du ministère de l'Éducation et de celui de l'Environnement et de la Faune, de RECYC-QUÉBEC, de la Centrale de l'enseignement du Québec, des commissions scolaires et d'Hydro-Québec pour élaborer des programmes et des outils éducatifs visant à sensibiliser davantage les écoliers au développement durable.

Par l'intermédiaire du Centre canadien de recherches sur le développement durable, on tente de susciter une collaboration accrue entre les universités, les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations non gouvernementales.

Des organisations sans but lucratif, comme l'Association canadienne de normalisation (CSA), jouent aussi un rôle clé de rassembleurs de groupes pour servir une cause commune. Avec des représentants de nombreux segments de la société, la CSA élabore des objectifs, des normes et des lignes directrices concernant la qualité de l'environnement, dont se serviront l'industrie, les petites et moyennes entreprises, les collectivités et le secteur public pour gérer l'environnement.

Les peuples autochtones participent de plus en plus avec d'autres groupes aux initiatives liées au développement durable. Bon nombre s'intéressent aux questions de gestion des ressources, qui appellent un partage du pouvoir de décision avec les gouvernements provinciaux, notamment l'utilisation des terres, les pratiques de foresterie, l'utilisation des ressources par les Autochtones et le développement économique. Par exemple, le Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine, dans le Nord canadien, compte des représentants de peuples Gwich'in et Inuvialuit ainsi que de trois paliers de gouvernement. Il gère des dossiers liés aux plus grosses hardes de caribous du monde par un consensus traditionnel. De même, l'entente entre les gouvernements fédéral et québécois et les Algonquins du lac Barrière conduira à la préparation d'un plan de gestion intégrée des forêts et de la faune, fondé sur les principes du développement durable.

Les organisations de jeunes, de femmes et de personnes du troisième âge étendent de plus en plus leurs réseaux afin d'établir des liens, sur un large éventail de sujets, avec la communauté scientifique, des organisations vouées à la santé et des établissements d'enseignement. Certains de ces réseaux sont décrits à la section de ce rapport portant sur la promotion de l'éducation, de la sensibilisation du public et de la formation.